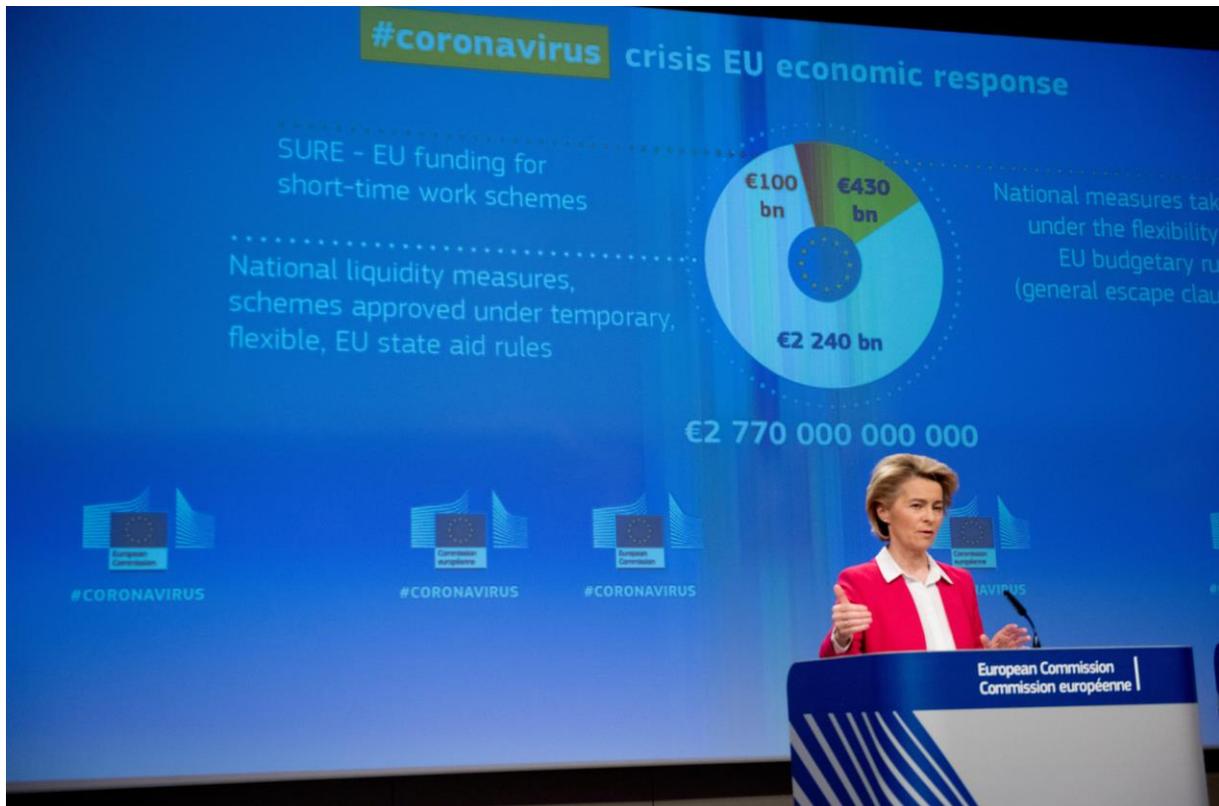


Only together can Europeans overcome the coronavirus crisis



La crise du CoVID19 est une épreuve décisive pour l'Union européenne. Nous sommes une communauté de valeurs, de droits fondamentaux et d'intérêts communs : construisons notre destin ensemble, maintenant !

Signataires :

- Yves Bertoncini, président du Mouvement Européen – France
- Stine Bosse, président du Mouvement Européen – Danemark
- Pier Virgilio Dastoli, président du Mouvement Européen - Italie
- Velko Ivanov, président par intérim du Mouvement Européen – Bulgarie
- Christophe Leitl, président du Mouvement Européen – Autriche
- Francisco Aldecoa Luzarraga, président du Mouvement Européen – Espagne
- Christodoulos Pelagias, président du Mouvement Européen – Chypre
- Linn Selle, présidente du Mouvement Européen – Allemagne
- Marcin Świącicki, président du Mouvement Européen – Pologne

- Mark Zellenrath, président du Mouvement Européen – Pays-Bas
- Noelle O'Connell, président du Mouvement Européen – Irlande
- Victor Negrescu, président du Mouvement Européen – Roumanie

Les actions politiques, économiques, sociales et sanitaires de l'UE en réponse à cette crise sans précédent montrent que le niveau européen est pertinent et nécessaire pour relever des défis mondiaux aussi graves. Des mesures importantes ont déjà été prises ou annoncées par les institutions de l'UE, en particulier la Commission européenne et la Banque centrale européenne. En l'état actuel des choses, nombre d'actions de l'UE dépendent de la volonté et des pouvoirs des États membres : il ne faut donc pas lui reprocher un manque de réponses dans des domaines où elle n'a pas reçu de compétences ou d'outils ! Face au stress du coronavirus, certaines tensions en Europe ont refait surface. Les styles de gestion de la crise actuelle diffèrent, les effets économiques font ressortir la douleur de crises récentes. Cependant, les citoyens européens ne sont pas aidés par les politiques à l'ancienne : ils attendent de toute urgence un leadership tourné vers l'avenir et des moyens efficaces pour faire face au fléau actuel.

C'est pourquoi, en tant qu'Européens, nous appelons les institutions de l'UE et les États membres à privilégier une réponse collective plus forte à la crise, dans un esprit fondé sur nos intérêts partagés et notre avenir commun.

Tout d'abord, pour faire face à la crise sanitaire. Officiellement, l'UE n'a pas beaucoup de compétences directes dans le domaine de la santé [1]. Elle a toutefois les moyens de contribuer à la mise en place de structures mondiales communes pour l'avenir, de promouvoir dans l'espace européen la santé comme un bien commun et de supprimer les inégalités délétères que la crise du COVID19 démontre une fois de plus.

Nous applaudissons donc et soutenons le renforcement de l'alignement de l'UE et des États membres sur les efforts déployés par l'Organisation mondiale de la santé pour tirer des enseignements structurels de cette crise. Nous soutenons fermement les divers appels et propositions visant à faciliter les recherches nécessaires sur le fonctionnement de nos différents systèmes de soins de santé pour l'avenir et à encourager la poursuite de la coopération avec les agences sanitaires internationales et continentales, afin de tirer des enseignements essentiels sur ce qui devrait être coordonné au niveau européen entre les actions nationales. En outre, compte tenu du fait que la crise est mondiale et a un effet international, l'UE doit continuer à soutenir les cessez-le-feu dans les conflits internationaux et la flexibilité dans l'application des sanctions internationales, et

rappeler le plan d'action avec l'Afrique en vue du sommet UE-Afrique pendant la présidence allemande.

En outre, nous recommandons à l'UE de renforcer les travaux de l'Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé. Nous soutenons l'appel au renforcement de centres tels que le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies pour la santé afin d'amplifier leurs actions dans le domaine de la prévention et de la surveillance des épidémies. La Commission européenne devrait pouvoir décider de règles contraignantes et centrales pour les tests et la distribution de matériel de protection et de médicaments, sous le contrôle du Parlement européen et du Conseil, et soutenir la recherche commune dans le domaine des vaccins.

Pour mieux faire face à la crise économique et sociale, nous demandons à l'UE de contribuer à préserver autant que possible les moyens de subsistance nécessaires des populations, le respect de l'État de droit et les structures démocratiques de prise de décision dans les domaines des politiques fiscales, économiques, sociales et étrangères.

En outre, nous appelons toutes les parties concernées à sortir des positions figées et à profiter de ce moment exceptionnel pour traiter de manière solide notre avenir financier commun. Il ne devrait y avoir ni totems ni tabous dans notre lutte européenne contre le virus ! Acceptez les suggestions qui se dessinent actuellement concernant la mobilisation de nouvelles ressources propres pour l'UE et une plus grande flexibilité du budget européen en cas d'urgence ! Accélérez le développement de mécanismes d'adaptation pour faire face aux chocs et aux crises soudaines, avec un ambitieux cadre financier pluriannuel (CFP) de cinq ans (au lieu de sept ans), comme l'a récemment soutenu le Parlement européen, et plus conforme aux principes de responsabilité démocratique !

Dans le même ordre d'idées, et dans le cadre du CFP, les institutions de l'UE devraient préparer et mettre en œuvre une relance européenne globale et ambitieuse, en dotant l'Europe d'une base solide pour la relance. Cela devrait impliquer de promouvoir des outils financiers existants et nouveaux. Il est essentiel que l'UE mette en place divers programmes d'aide pour faire face à l'augmentation significative du chômage causée par la crise épidémique. Pour ce faire, l'aide apportée et, notamment, la mise en œuvre du programme de la Commission européenne sur la réassurance du chômage, doivent continuer à être renforcées.

En ce qui concerne les mesures sévères qui restreignent les libertés individuelles, nous demandons instamment aux gouvernements nationaux de respecter les

règles du marché intérieur et ses libertés. Toutes les réglementations restreignant les droits de l'Homme devraient avoir un caractère très temporaire, respecter la priorité accordée à la sécurité juridique, se limiter aux nécessités de la lutte contre les coronavirus, et rester sous le contrôle démocratique des parlements européen et nationaux, d'une opinion publique libre et d'un pouvoir judiciaire indépendant.

Nous sommes les citoyens de démocraties européennes dans lesquelles les divergences et les compromis s'expriment ouvertement - contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions du monde. Nous sommes « unis dans la diversité », nous tenons compte des spécificités et des préoccupations nationales, régionales et locales. Comme elle l'a montré une fois de plus récemment, l'UE est toujours flexible lorsque cela est nécessaire. Dans le même temps, nous souhaitons protéger et renforcer notre "acquis" démocratique. Nous avons parcouru un long chemin en Europe et ne devrions donc pas régresser en remettant en cause l'État de droit ou en prenant des mesures nationales unilatérales non coordonnées, par exemple en rétablissant temporairement les contrôles aux frontières intérieures, en fermant la porte au partage d'informations entre les États membres et les institutions européennes ou en retombant dans une communication déficiente avec les citoyens.

Tous les pays de l'UE sont touchés par la crise actuelle. Aucun pays n'est responsable de son origine, personne n'est capable de gagner cette bataille à lui seul. Pas un seul État membre, dirigeant ou parti politique ne possède la vérité sur ce qu'il convient de faire pour susciter une réponse collective plus efficace. L'heure n'est pas à blâmer les autres! C'est le moment de concentrer nos efforts, dans un esprit de compréhension mutuelle, pour construire une solidarité renforcée.

Les citoyens européens portent actuellement un lourd fardeau. Partout, les citoyens ordinaires paient un lourd tribut en vies perdues et en moyens de subsistance perturbés. Les citoyens s'organisent et agissent, une solidarité massive se manifeste partout. Nous lançons donc un appel urgent à nos dirigeants nationaux et européens pour qu'ils se mobilisent eux aussi et ne gâchent pas ce moment. Faites preuve de la responsabilité, de la gravité et de la cohésion que cette crise du Coronavirus exige. Cette expérience confirme l'urgence et la nécessité du débat lors de la prochaine Conférence sur l'avenir de l'Europe. Nous devons aller au-delà de cette crise et en sortir plus forts et plus sages. Plus que jamais, nous devons agir ensemble. Alors seulement, en tant qu'Européens, nous gagnerons !

[1] : Le traité permet une compétence partagée dans le domaine de l'art de la sécurité sanitaire. Art 168.5 -TFUE

- All versions are available here, click on the local European Movement country for the editorial in that language:



- Cette tribune a été publiée par plusieurs quotidiens nationaux, cliquez sur les titres pour retrouver les articles correspondants :

